

CR Groupe « BLANCHET » du 22 janvier 2021

Présents : DA – IENA – 1 **FO** (notre seconde représentante n'a pas pu se joindre à la visioconférence, elle a été la seule non remplacée) – 5 FSU – 1 CFDT – 1 UNSA.

Point du DA sur la situation sanitaire :

53 cas positifs (élèves - enseignants) pour la semaine dernière sur le département.

19 de ces cas relèvent d'un établissement privé de Lanvollon (réveillon en communauté)

Mardi 19 nous en étions à 28 cas sur le 22.

En moyenne, 18 à 20 cas par semaine dans le 22 avec un pic à 98 cas la deuxième semaine de novembre et une décrue jusqu'à 8 ou 9 cas dans la semaine précédant Noël.

Au Collège Simone Veil, 3 cas positifs ont déclenché la mise en place de tests antigéniques généralisés (volontariat) ce jeudi jusqu'à lundi pour un total de 240 tests dont 80 enseignants.

Actuellement il n'y a pas de classe fermée dans le département et toute fermeture entraîne un communiqué de presse (préfecture/Education Nationale)

FO : Qu'en est-il des tests qui devaient être mis en place sur le bassin dinannais en janvier ?

Comment se fait-il que les directeurs aient reçu un protocole traitant d'aménagements en cantine, eux qui n'ont pas cette responsabilité ?

DA : Ces tests ne concernaient pas le bassin dinannais mais seulement la ville de DINAN (ce n'est pas ce que le DA avait annoncé en décembre)

L'envoi du protocole cantine aux écoles s'explique par le fait que le rectorat souhaite un même niveau d'information entre les partenaires locaux (mairies – écoles). Le protocole a également été envoyé aux mairies.

FSU : Le non-remplacement de collègues entraîne de facto un brassage d'élèves de différentes classes par la répartition. N'y a-t-il pas là une ambiguïté profonde ?

DA : Vous faites au mieux, ... « A l'impossible nul n'est tenu »

La DSDEN est en souffrance sur le recrutement de contractuels. 22 seulement ont été recrutés (essentiellement recrutés auprès de candidats ayant échoué au CRPE). Peu de candidats pour les postes proposés.

FSU : RE Brassage. Non remplacement pour les équipes éducatives. Personnel RASED sur Loudéac non remplacé (personnel vulnérable)

DA : Si pas de remplaçant, vous reconstituez des groupes qui doivent rester les mêmes, rester figés si nécessité de contact-tracing.

Pour l'enseignant RASED, pas de solution ; des personnels ou candidats ayant ce profil sont d'une grande rareté.

Les équipes éducatives n'ont lieu en présentiel que s'il n'y a pas d'autre possibilité.

UNSA : Le manque de recrutement en CAPPEI impacte forcément les remplacements en spécialisé et dans ce cas en RASED.

Certaines décharges de direction n'ont pas été assurées pour pallier le manque de remplaçants.

Quid d'un Conseil d'Ecole extraordinaire pour entériner la décision de demande de dérogation aux 4,5 jours ?

DA/IENA : Tous les PEDT doivent être refaits pour demander dérogation, c'est bien la mairie qui demande en s'appuyant sur avis du Conseil d'Ecole.

FO : Ce ne sera pas le cas pour tous puisque les mairies qui avaient demandé en 2020 la reconduction de la dérogation (ce qui n'avait pas été traité au vu de la situation sanitaire) n'ont pas à redemander la dérogation, leur demande de l'an dernier (si le dossier est complet) suffit.

(concertation entre le DA et l'IENA, celle-ci s'absente alors pendant 15 min et nous annonce en revenant que FO a raison et que toutes les demandes de dérogation ne sont pas à refaire si elles ont été faites l'an dernier)

FO : Il est incompréhensible de charger encore la barque des directeurs en leur demandant d'établir un projet d'école pour la fin de l'année scolaire. Il serait bon que le Recteur se rende compte de la charge de travail et n'en rajoute pas une couche avec ces projets.

DA : Les projets d'école sont une « bulle d'oxygène » dans l'atmosphère ambiante. Ils permettent de se projeter sur l'avenir et de sortir pour un temps du contexte de la crise sanitaire (!!!)

Le projet d'école relève de constats sur nos populations d'école et des actions à mener pour remédier aux manques constatés. Ils ne doivent pas être des usines à gaz et travailler sur 1 à 2 grands axes. Ainsi dans le second degré, blablabla....

Il n'y aura pas de pression hiérarchique sur les projets d'école, pas de date butoir ; un rappel sera fait aux IEN.

FO : Il y a une sacrée différence entre les projets du 1^{er} et 2nd degrés : le 2nd degré dispose de financements propres pour soutenir ses projets. Dans le 1^{er} degré, il faut aller à la chasse aux subventions, aides, ... pour financer les projets qui se veulent avoir quelque envergure.

FSU : Problème de la gestion des AESH avec les notifications horaires à diminuer quand un enfant notifié n'a pas d'accompagnement et qu'il faut répartir les heures d'AESH en diminuant celles déjà accordées à certains enfants. Gestion des emplois du temps à répétition pour pallier les manques.

De plus les écoles ne sont pas informées des notifications puisque seules les familles sont destinataires, ce qui pose un problème quant à la réactivité sur les situations.

La question est posée de l'efficacité des coordonnateurs PIAL s'ils ne font que gérer la pénurie (quand c'est la plupart du temps les directeurs qui doivent la gérer).

DA : il faudra avoir un échange avec la MDPH sur les canaux de transmission.

Reprise du discours sur l'intimidation de la MDPH par les familles (menaces de journaliser les décisions négatives, ...).

En 2019/2020, 2186 enfants accompagnés pour une cinquantaine de cas non accompagnés (pour le DA, c'est à la marge). Tous les ans entre 40 et 60 dossiers non accompagnés et une augmentation des demandes chaque année que l'augmentation de moyens n'arrive pas à suivre. (COMMENTAIRE : l'enveloppe de moyens ne serait donc pas suffisante)

« Mais il y a certaines académies où l'inclusion est une réussite comme en Indre et Loire » (à vérifier)

« Nous en sommes là où en étaient les italiens il y a vingt ans. L'Italie pour qui l'école inclusive n'est même plus un sujet. » (à vérifier)

FO : Dans la circulaire, il est noté que les 108 H sont en pleine responsabilité des directeurs et des équipes mais qu'en est-il des 18 H d'animation pédagogique ?

Cela préfigure-t-il la disparition des IEN tels que nous les connaissons ? Ce qui nous priverait de la protection institutionnelle de proximité (que sont les IEN) face aux élus locaux

Nous ne comprenons pas bien comment un directeur référent sur le département, comme prévu dans la circulaire, pourrait être de quelque utilité. Il nous apparaît de plutôt prévoir la mise en réseau des directeurs d'une circo, d'un secteur, dans des temps institutionnalisés ainsi qu'une nécessaire formation continue dont la circulaire prévoit deux jours dès cette année mais que vous n'avez pas les moyens de mettre en œuvre.

DA : Se pose également la question sur les 18 H et n'a pas la réponse. Il entend la demande par les équipes d'école de pouvoir choisir leurs formations et le besoin de gain en autonomie

par rapport à la hiérarchie. Il a été demandé aux équipes de circonscription d'avoir moins de pilotage sur les 108 H.

Pas de réponse aux deux jours de formation que prévoit la circulaire pour les directeurs.

Il pourrait y avoir des temps de circonscription pour regrouper les collègues directeurs. (Idée DASEN)

FSU : Sur la question des décharges supplémentaires, y aurait-il quelque chose de particulier pour les directeurs chargés d'ULIS ?

DA : Pas à sa connaissance.

FO : Demande faite de renvoyer un message aux IEN pour que chaque remplaçant non utilisé soit utilisé pour remplacer les directeurs des écoles de 3 classes et moins puisque la circulaire le recommande et que ces collègues sont surchargés depuis bien longtemps.

DA : Veillera à renvoyer un message aux IEN dans ce sens.

Jacques CHEVÉ